



Rennes, le 16 juin 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Face à la crise du COVID 19, les agriculteurs bretons ont tenu ... Mais à quel prix ?

Tout au long du confinement, alors que de nombreux secteurs étaient à arrêt, les activités nécessaires pour nourrir tous les Français ont tenu.

Les agriculteurs bretons qui nourrissent, à eux seuls, 1/3 de la population française ont tenu. Sans eux, la précarité alimentaire se serait imposée à 22 millions de Français !

Au-delà de leur fonction nourricière initiale, les agriculteurs et agricultrices ont aussi, pendant cette période troublée, assumé une diversité de services à la société : commerçants parfois, dépanneurs en l'absence d'entreprises disponibles, assistants maternels, professeurs, aide aux anciens ...

Le tout sans ne jamais rien demander.

Pourtant, ils ont eu à subir de nombreuses entraves à leur activité qui persistent encore pour certaines : problèmes d'approvisionnement, retards d'enlèvement de leurs productions, destruction de production (en légumes ou en horticulture notamment), baisse de leur prix, augmentation des périodes non productives (en veau de boucherie ou en volaille par exemple), perte de débouchés notamment dans la restauration hors foyer ...

Malgré tout, les agriculteurs ont tenu et évité la pénurie alimentaire.

Quel retour ? Quelles compensations pour tous ces efforts ?

Comprenant que le gouvernement injecte des milliards dans les secteurs qui se sont totalement arrêtés, nous constatons amèrement, en parallèle, que les annonces sur le secteur agricole restent bien maigres.

Les pertes occasionnées durant le confinement et celles que les agriculteurs bretons vont supporter encore de longs mois doivent être compensées par des soutiens publics.

Et évidemment, le coût des contraintes plus lourdes assumées par toutes les entreprises de la filière alimentaire ne doit pas être supporté par un seul maillon, comme cela est bien trop souvent le cas. Cette mauvaise habitude, qui détruit la production agricole locale, doit être remise en cause au profit d'un juste prix payé aux agriculteurs, calculé en tenant compte des coûts de production réels.

Que penser d'un pays qui récompense son secteur agricole pour avoir « tenu » pendant la crise, en lui payant toujours moins cher ses produits ?

Est-ce vraiment la bonne façon d'encourager les hommes et les femmes de ce secteur qui n'a eu de cesse de s'adapter depuis 3 mois au capharnaüm des circuits alimentaires, aux difficultés logistiques, aux transferts de débouchés ?

Enfin, nous demandons au gouvernement de reprendre les contrôles pour s'assurer d'une bonne application de la loi alimentation en magasins et de la construction du prix « en marche avant ». Nous avons en effet de nombreux retours d'agriculteurs qui nous laissent penser que ce n'est pas le cas.

Tout cela n'est pas une simple lubie de syndicalistes. Tout le monde a eu la preuve de l'importance du travail des agriculteurs. Maintenant, il faut accompagner réellement ce secteur indispensable au monde de demain.

Pour ceux qui ne sont pas convaincus, imaginez donc la crise sanitaire que nous venons de vivre, amplifiée par une pénurie alimentaire, dans une France privée de l'agriculture bretonne ...

Contacts presse :

Thierry COUE - Tél : 06.07.35.20.33